



**STATEMENT OF CANADA TO THE 96<sup>TH</sup> SESSION OF THE OPCW EXECUTIVE COUNCIL  
DELIVERED IN WRITING BY H.E. MS. LISA HELFAND, AMBASSADOR OF CANADA TO THE  
NETHERLANDS AND PERMANENT REPRESENTATIVE OF CANADA TO THE  
ORGANISATION FOR THE PROHIBITION OF CHEMICAL WEAPONS (OPCW)**

Distinguished Chairperson, Director-General, Excellencies, Colleagues,

Canada has three areas of concern to which it would like to draw the Executive Council's attention during its 96<sup>th</sup> session.

Distinguished Chair,

Firstly, Canada is deeply concerned that the use of a Novichok nerve agent in the Russian Federation in August 2020 remains unaddressed. We regret the Russian Federation's decision to cancel its request for an OPCW Technical Assistance Visit in December 2020, and note with disappointment the uncooperative nature of the Russian Federation's engagement with the Technical Secretariat on this matter. The Russian Federation must comply with its obligations under the Chemical Weapons Convention and investigate the use of a chemical weapon on its territory.

Secondly, Canada condemns the Syrian Arab Republic's use and continued possession of chemical weapons over seven years after committing to their destruction. We note with great concern the Declaration Assessment Team's report of November 2020 pointing to an undeclared chemical weapons production facility. The Syrian Arab Republic continues to obstruct the work of the Declaration Assessment Team.

The only plausible explanation is that the Syrian Arab Republic is hiding the full extent of its chemical weapons stockpiles and capabilities from the OPCW, in violation of its international legal obligations.

There must be consequences for such violations to the basic tenets of the Chemical Weapons Convention. To this end, Canada supports the draft decision titled *Addressing the Possession and Use of Chemical Weapons in the Syrian Arab Republic*. We urge States Parties to support the draft decision when the CSP resumes.

We will continue to support action in all possible international fora to hold the Syrian regime accountable for its war crimes.

Thirdly, Canada remains concerned by the potential use of Central Nervous System (CNS)-acting chemicals in aerosolized form for law enforcement purposes, a purpose for which such chemicals are entirely inappropriate, as concluded by the Scientific Advisory Board. We are pleased to co-sponsor the draft decision on this matter, and hope the Executive Council can adopt it without delay.



Distinguished Chair,

We are pleased to see the funding gap for the Centre for Chemistry and Technology shrinking considerably, in part as a result of the challenge issued by Canada in the Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction. Canada's contribution of Can\$10 million (€6.5 million) to this project proves how valuable we believe this new Centre will be to the Organisation and its member states. We urge States Parties to pledge the remaining funds.

Two weeks ago, the Technical Secretariat presented its plan for industry inspections in 2021. Understanding the difficulties in verifying activities not prohibited by the Convention during a time when international travel is heavily restricted, the plan proposed by the Technical Secretariat is logical and straightforward. In particular, Canada has always been supportive of conducting sequential inspections to keep costs down for both the National Authority and the Technical Secretariat. We look forward to one day soon welcoming inspectors back to Canada.

As we continue to face the challenges posed by COVID-19, the Technical Secretariat has demonstrated resilience in the face of unprecedented disruptions to its work. We recognize the Secretariat's professionalism and diligent efforts in adapting to new circumstances. Canada urges the Technical Secretariat to continue being creative and safe, and supports efforts led by Germany to introduce appropriate procedures to convene meetings of the Executive Council in *force majeure* circumstances.

I ask, Chairperson, that the full version of this statement be made an official-series document of the 96<sup>th</sup> session of the Executive Council and published on the external server and public website of the OPCW.

Thank you.



## DÉCLARATION DU CANADA À LA 96<sup>E</sup> SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'OIAC

PRÉSENTÉE PAR ÉCRIT PAR SON EXCELLENCE MME LISA HELFAND, AMBASSADRICE DU CANADA AUX PAYS-BAS ET REPRÉSENTANTE PERMANENTE DU CANADA AUPRÈS DE L'ORGANISATION POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES (OIAC)

Distingués président, directeur général, excellences et collègues,

Le Canada a trois sujets de préoccupation sur lesquels il souhaite attirer l'attention du Conseil exécutif lors de sa 96<sup>e</sup> session.

Distingué président,

Premièrement, le Canada est profondément préoccupé de constater que l'utilisation d'un agent neurotoxique Novichok au sein de la Fédération de Russie en août 2020 n'a toujours pas fait l'objet d'un examen. Nous regrettons la décision de la Fédération de Russie d'annuler sa demande de visite d'assistance technique de l'OIAC en décembre 2020, et notons avec déception le manque de coopération concernant l'engagement de la Fédération de Russie avec le Secrétariat technique sur cette question. La Fédération de Russie doit se conformer à ses obligations au titre de la Convention sur les armes chimiques et enquêter sur l'utilisation d'une arme chimique sur son territoire.

Deuxièmement, le Canada condamne l'utilisation et la possession continue d'armes chimiques par la République arabe syrienne plus de sept ans après qu'elle se soit engagée à les détruire. Nous prenons connaissance avec beaucoup d'inquiétude du rapport de novembre 2020 de l'Équipe d'évaluation de la déclaration, qui signale une installation de production d'armes chimiques non déclarée. La République arabe syrienne continue de faire obstruction aux travaux de l'Équipe d'évaluation de la déclaration.

La seule explication plausible est que la République arabe syrienne cache à l'OIAC toute l'étendue de ses stocks d'armes chimiques et de ses capacités, et ce, en violation de ses obligations juridiques internationales.

Ces violations des principes fondamentaux de la Convention sur les armes chimiques doivent être sanctionnées. À cette fin, le Canada soutient le projet de décision intitulé « *Contrer la détention et l'emploi d'armes chimiques par la République arabe syrienne* ». Nous demandons instamment aux États parties de soutenir le projet de décision lorsque la Conférence des États parties reprendra.

Nous continuerons à soutenir les actions menées dans toutes les instances internationales possibles afin de tenir le régime syrien responsable de ses crimes de guerre.



Troisièmement, le Canada demeure préoccupé par l'utilisation potentielle de produits chimiques agissant sur le système nerveux central (SNC) sous forme d'aérosol aux fins d'application de la loi, un objectif pour lequel ces produits chimiques sont tout à fait inappropriés, comme l'a conclu le Conseil consultatif scientifique. Nous sommes heureux de coparrainer le projet de décision sur cette question, et nous espérons que le Conseil exécutif pourra l'adopter sans délai.

Distingué président,

Nous sommes heureux de constater que le déficit de financement alloué au Centre de chimie et de technologie s'est considérablement réduit, en partie grâce au défi lancé par le Canada dans le cadre du Partenariat mondial contre les armes de destruction massive et matières connexes. La contribution de 10 millions de dollars canadiens (6,5 millions d'euros) du Canada à ce projet prouve à quel point nous pensons que ce nouveau centre sera précieux pour l'Organisation et ses États membres. Nous demandons instamment aux États parties de s'engager à verser les fonds restants.

Il y a deux semaines, le Secrétariat technique a présenté son plan pour les inspections de l'industrie en 2021. Comprenant les difficultés liées à la vérification des activités non interdites par la Convention dans une période où les déplacements internationaux sont fortement limités, le plan proposé par le Secrétariat technique est logique et simple. Le Canada, en particulier, a toujours été favorable à la réalisation d'inspections séquentielles, ceci afin de réduire les coûts tant pour l'Autorité nationale que pour le Secrétariat technique. Nous attendons avec impatience le jour où nous accueillerons à nouveau les inspecteurs au Canada.

Alors que nous continuons à relever les défis posés par la pandémie de COVID-19, le Secrétariat technique a fait preuve de résilience pour faire face aux perturbations sans précédent qui entravent son travail. Nous reconnaissons le professionnalisme et les efforts diligents du Secrétariat pour s'adapter aux nouvelles circonstances. Le Canada demande instamment au Secrétariat technique de continuer à faire preuve de créativité et de vigilance, et soutient les efforts menés par l'Allemagne pour mettre en place des procédures appropriées permettant de convoquer des réunions du Conseil exécutif en cas de *force majeure*.

Monsieur le président, je demande que la version intégrale de la présente déclaration devienne un document officiel de la 96<sup>e</sup> session du Conseil exécutif et soit publiée sur le serveur externe et le site Web public de l'OIAC.

Je vous remercie.